

Unité bi-départementale des Landes et des Pyrénées-
Atlantiques
Cité administrative
rue Pierre Bonnard
64000 Pau

Pau, le 16/12/2025

Rapport de l'Inspection des installations classées

Visite d'inspection du 14/11/2025

Contexte et constats

Publié sur **GÉORISQUES**

VERMILION REP S.A.S.

Route départementale 104
64330 Saint-Jean-Poudge

Références : -
Code AIOT : 0005202525

1) Contexte

Le présent rapport rend compte de l'inspection réalisée le 14/11/2025 dans l'établissement VERMILION REP S.A.S. implanté Route départementale 104 64330 Saint-Jean-Poudge. L'inspection a été annoncée le 18/07/2025. Cette partie « Contexte et constats » est publiée sur le site internet Géorisques (<https://www.georisques.gouv.fr/>).

La visite d'inspection portait sur:

- le PM2I;
- l'instruction du PAC et de l'EDD transmis en 2025

Les informations relatives à l'établissement sont les suivantes :

- VERMILION REP S.A.S.

- Route départementale 104 64330 Saint-Jean-Poudge
- Code AIOT : 0005202525
- Régime : Autorisation
- Statut Seveso : Seveso seuil haut
- IED : Non

La Société Vermilion Rep a repris en janvier 2012 l'exploitation des installations de traitement et de stockage de pétrole brut du « Centre de Production Vic-Bilh ». Le site était exploité précédemment par TotalEnergies E&P France.

Les installations minières : puits d'extraction, réseaux de collectes, installations de séparation de l'huile, unité de traitement du gaz, installation de récupération et de réinjection de l'eau de gisement en particulier sont réglementées par l'arrêté préfectoral « Mines » du 24 février 2015. Les installations relevant de la réglementation des ICPE : installations de stockage et de remplissage de pétrole en particulier sont réglementées par les arrêtés préfectoraux d'autorisation n°85/IC/123 du 4 juillet 1985 et n°88/IC/085 du 11 avril 1988, ainsi que par les arrêtés préfectoraux complémentaires n°2525/2016/13 du 14 mars 2016 et n°2524-2525/2019/067 du 8 août 2019.

Thèmes de l'inspection :

- Vieillessement (AM du 04/10/2010)

2) Constats

2-1) Introduction

Le respect de la réglementation relative aux installations classées pour la protection de l'environnement relève de la responsabilité de l'exploitant. Le contrôle des prescriptions réalisé ne se veut pas exhaustif, mais centré sur les principaux enjeux recensés et à ce titre, ne constitue pas un examen de conformité de l'administration à l'ensemble des dispositions qui sont applicables à l'exploitant. Les constats relevés par l'Inspection des installations classées portent sur les installations dans leur état au moment du contrôle.

A chaque point de contrôle est associée une fiche de constat qui comprend notamment les informations suivantes :

- le nom donné au point de contrôle ;
- la référence réglementaire de la prescription contrôlée ;
- si le point de contrôle est la suite d'un contrôle antérieur, les suites retenues lors de la précédente visite ;
- la prescription contrôlée ;
- à l'issue du contrôle :
 - ◆ le constat établi par l'Inspection des installations classées ;
 - ◆ les observations éventuelles ;
 - ◆ le type de suites proposées (voir ci-dessous) ;
 - ◆ le cas échéant la proposition de suites de l'Inspection des installations classées à Monsieur le Préfet ; il peut par exemple s'agir d'une lettre de suite préfectorale, d'une mise en demeure, d'une sanction, d'une levée de suspension, ...

Il existe trois types de suites :

- « Faits sans suite administrative » ;

- « Faits avec suites administratives » : les non-conformités relevées conduisent à proposer à Monsieur le Préfet, des suites graduées et proportionnées avec :
 - ◆ soit la demande de justificatifs et/ou d'actions correctives à l'exploitant (afin de se conformer à la prescription) ;
 - ◆ soit conformément aux articles L. 171-7 et L. 171-8 du code de l'environnement des suites (mise en demeure) ou des sanctions administratives ;
- « Faits concluant à une prescription inadaptée ou obsolète » : dans ce cas, une analyse approfondie sera menée a posteriori du contrôle puis éventuellement une modification de la rédaction de la prescription par voie d'arrêté préfectoral pourra être proposée.

2-2) Bilan synthétique des fiches de constats

Les fiches de constats disponibles en partie 2-4 fournissent les informations de façon exhaustive pour chaque point de contrôle. Leur synthèse est la suivante :

Les fiches de constats suivantes font l'objet d'une proposition de suites administratives :

N°	Point de contrôle	Référence réglementaire	Si le point de contrôle provient d'une <u>précédente</u> inspection : suite(s) qui avai(ent) été donnée(s)	Proposition de suites de l'Inspection des installations classées à l'issue de la <u>présente</u> inspection ⁽¹⁾	Proposition de délais
4	Plan d'inspection des réservoirs	Arrêté Ministériel du 03/10/2010, article 29-1	/	Demande d'action corrective	12 mois
9	Remise de la notice de réexamen de l'étude de dangers	AP Complémentaire du 08/08/2019, article 3	Susceptible de suites	Demande d'action corrective	3 mois

(1) s'applique à compter de la date de la notification de l'acte ou de la date de la lettre de suite préfectorale

Les fiches de constats suivantes ne font pas l'objet de propositions de suites administratives :

N°	Point de contrôle	Référence réglementaire	Autre information
1	Champ d'application démarche PMII - AM du 3/10/2010	Arrêté Ministériel du 03/10/2010, article 1	Sans objet
2	Recensement des réservoirs	Arrêté Ministériel du 03/10/2010, article 29-1	Sans objet

N°	Point de contrôle	Référence réglementaire	Autre information
	soumis au PM2I - AM du 3/10/2010		
3	Examen d'un dossier de réservoir	Arrêté Ministériel du 03/10/2010, article 28	Sans objet
5	Champ d'application démarche PMII - AM du 4/10/2010	Arrêté Ministériel du 04/10/2010, article 1	Sans objet
6	Recensement des réservoirs soumis au PMII - AM du 4/10/2010	Arrêté Ministériel du 04/10/2010, article 4-1	Sans objet
7	Recensement des tuyauteries et capacités soumises au PMII	Arrêté Ministériel du 04/10/2010, article 5	Sans objet
8	Recensement des ouvrages soumis au PMII	Arrêté Ministériel du 04/10/2010, article 6	Sans objet

2-3) Ce qu'il faut retenir des fiches de constats

L'exploitant envisage en 2027 de remettre en service le bac TA 704 pour y stocker de l'huile. Il lui appartient, avant la remise en service de ce dernier de transmettre les justificatifs de l'aptitude en service du réservoir jusqu'à sa prochaine inspection.

Il est demandé à l'exploitant de modifier son EDD transmise en 2025 pour notamment, faire apparaître clairement l'ensemble des phénomènes dangereux du site.

L'exploitant reste vigilant à l'éventuelle reprise d'activité d'une entreprise, située dans les zones d'effets du site, et prend le cas échéant toutes les dispositions nécessaires pour que les tiers ne soient pas impactés.

2-4) Fiches de constats

N° 1 : Champ d'application démarche PMII - AM du 3/10/2010

Référence réglementaire : Arrêté Ministériel du 03/10/2010, article 1
Thème(s) : Actions nationales 2025, Champ d'application
Prescription contrôlée :

<p>I.-Sont considérés comme relevant du présent arrêté les stockages en réservoirs aériens manufacturés de liquides inflammables exploités :</p> <p>1. Au sein d'une installation classée soumise à autorisation au titre de l'une ou plusieurs des rubriques nos 1436,4330,4331,4722,4734,4742,4743,4744,4746,4747 ou 4748, ou pour le pétrole brut au titre de l'une ou plusieurs des rubriques nos 4510 ou 4511 de la législation des installations classées pour la protection de l'environnement dites rubriques liquides inflammables ;</p> <p>2. Au sein d'une installation classée soumise à autorisation selon une ou plusieurs autres rubriques que les rubriques dites liquides inflammables , dès lors que les quantités susceptibles d'être présentes de la substance ou du mélange dangereux avec une mention de danger H224, H225, H226 et de déchets liquides inflammables catégorisés HP3 au sein de l'ensemble des installations réglementées par l'arrêté préfectoral d'autorisation dépassent 1 000 tonnes.</p>
<p>Constats :</p> <p>Le dépôt pétrolier de Vic Bilh est une Installation Classée pour la Protection de l'Environnement (ICPE) soumise à autorisation au titre de la rubrique 4511 pour le stockage de pétrole brut. L'AM du 03/10/10 s'applique aux réservoirs aériens visés par l'article 29.</p>
<p>Type de suites proposées : Sans suite</p>

N° 2 : Recensement des réservoirs soumis au PM2I - AM du 3/10/2010

<p>Référence réglementaire : Arrêté Ministériel du 03/10/2010, article 29-1</p>
<p>Thème(s) : Actions nationales 2025, Réservoirs - recensement 03/10</p>
<p>Prescription contrôlée :</p> <p>29-1. Tout réservoir d'une capacité équivalente de plus de 10 mètres cubes fait l'objet d'un plan d'inspection</p>
<p>Constats :</p> <p>L'exploitant a déposé en mai 2025 un Porter à Connaissance visant à informer l'autorité administrative de plusieurs modifications du procédé d'exploitation du dépôt de Vic Bilh. Certaines modifications sont déjà effectives, d'autres vont s'échelonner jusqu'en 2027.</p> <p>L'une des modifications vise le changement d'affectation du bac de stockage du pétrole brut: mise à l'arrêt du TA701 et mise en service du TA704 pour stocker la production de pétrole brut. NB: le TA 705 est un bac de stockage des eaux de gisement et il n'est pas prévu de modification sur ce bac.</p> <p>Le TA701 arrive à échéance pour sa visite décennale en T1 2027. Il sera arrêté à ce moment là et ne reviendra pas en exploitation dans le futur car trop vieux.</p> <p>Le recensement PM2I du site est directement impacté par ces modifications :</p> <p>Dans le cadre de la préparation de l'inspection, l'exploitant a transmis deux recensements PM2I: -le 15/09/2025 : la "liste des équipements suivis au titre du PM2I à ce jour avec les modifications réalisées à date";</p>

-le 30/10/2025 : la liste des équipements PM2I qui seront soumis au PM2I lorsque l'ensemble des modifications décrites dans le PAC de mai 2025 seront mises en œuvre.

Concernant les réservoirs soumis au PM2I au titre du 3/10/2010 :

- A date, le réservoir TA 701 est soumis au PM2I;
- Après modifications, c'est le TA 704 qui sera soumis au PM2I.

Le TA 704 est à l'arrêt depuis 2020. Comme indiqué plus haut, il sera remis en service (pour stocker du pétrole brut) à l'arrêt du TA 701, en 2027. Les travaux sur le TA 704 débuteront en 2026.

A noter que le TA 704 a été utilisé pour stocker des eaux de gisement par le passé.

Pour information:

Le TA 701 a une capacité de stockage de 1400m³

Le TA 704 a une capacité de stockage de 570m³.

(Le TA 705 a une capacité de stockage de 573m³)

Type de suites proposées : Sans suite

N° 3 : Examen d'un dossier de réservoir

Référence réglementaire : Arrêté Ministériel du 03/10/2010, article 28

Thème(s) : Actions nationales 2025, Réservoirs – dossier 03/10

Prescription contrôlée :

Chaque réservoir d'une capacité équivalente de plus de 10 mètres cubes fait l'objet d'un dossier de suivi individuel comprenant a minima les éléments suivants, dans la mesure où ils sont disponibles :

- date de construction (ou date de mise en service) et code de construction utilisé ;
- volume du réservoir ;
- matériaux de construction, y compris des fondations ;
- existence d'un revêtement interne et date de dernière application ;
- date de l'épreuve hydraulique initiale si elle a été réalisée ;
- liste des produits ou familles de produits successivement stockés dans le réservoir ;
- dates, types d'inspection et résultats ;
- réparations éventuelles et codes utilisés.

Ce dossier est tenu à disposition de l'inspection des installations classées.

Constats :

L'Inspection a décidé de se focaliser sur le réservoir TA 704 qui est à l'arrêt depuis 2020 et qui va être remis en service en 2027 pour stocker du pétrole brut.

Ce bac va donc devenir soumis au PM2I.

Pour information, ce réservoir stockait historiquement des eaux de gisement.

L'exploitant indique qu'il dispose d'un dossier de suivi individuel pour ce réservoir puisqu'il a récupéré les archives de TOTAL jusqu'à 2010. Puis, par la suite (2012) le site a été repris par Vermilion et il a été décidé d'appliquer la démarche PM2I pour l'ensemble des bacs (soumis ou non au PM2I).

Type de suites proposées : Sans suite

N° 4 : Plan d'inspection des réservoirs

Référence réglementaire : Arrêté Ministériel du 03/10/2010, article 29-1

Thème(s) : Actions nationales 2025, Réservoirs – programme inspection 03/10

Prescription contrôlée :

29-1. Tout réservoir d'une capacité équivalente de plus de 10 mètres cubes fait l'objet d'un plan d'inspection définissant la nature, l'étendue et la périodicité des contrôles à réaliser en fonction des produits contenus et du matériau de construction du réservoir et tenant compte des conditions d'exploitation, de maintenance et d'environnement.

Ce plan comprend :

- des visites de routine ;
- des inspections externes détaillées ;
- des inspections hors exploitation détaillées pour les réservoirs de capacité équivalente de plus de 100 mètres cubes. Les réservoirs qui ne sont pas en contact direct avec le sol et dont la paroi est entièrement visible de l'extérieur sont dispensés de ce type d'inspection.

Constats :

Par email du 30/10/2025, l'exploitant a indiqué que :

Le bac TA 704 a fait l'objet de plusieurs campagnes de mesures depuis son arrêt, notamment en 2021 et 2023.

Pour réaliser les inspections PM2I des réservoirs, l'exploitant s'appuie sur le guide DT94.

L'Inspection recommande à l'exploitant de réaliser une Inspection Hors Exploitation Détaillée (IHED), conformément au DT94, avant la remise en service du bac TA 704.

Dans un email préalable à l'inspection, l'exploitant nous avait indiqué qu'une IHED serait formalisée avant la remise en service du bac mais, le jour de l'inspection, l'exploitant n'a pas été en mesure de nous le confirmer. Il explique qu'il envisage la possibilité de s'appuyer sur le jeu de mesures/données récupérées lors des contrôles réalisés en 2021 et 2023.

Il ajoute que dans tous les cas, les travaux suivants devront être réalisés:

- 2 réparations à faire sur le fond du réservoir;
- revêtement interne anti-corrosion sur le fond et la première virole à refaire (l'inspection a demandé à ce que l'exploitant garde la garantie décennale suite à l'application de ce revêtement);
- peinture extérieure à refaire.

L'Inspection rappelle, qu'avant la remise en service du réservoir TA 704, il est impératif d'avoir un état "initial" clair du bac, avec une connaissance précise de la vitesse de corrosion pour déterminer la durée de vie résiduelle. L'aptitude au service du bac, jusqu'à la prochaine inspection, doit pouvoir être justifié.

Sur la base de cet état initial, le plan et le programme d'inspection du réservoir seront déterminés.

Nb: l'exploitant indique qu'il utilisera probablement la méthodologie RBI : démarche volontaire permettant d'adapter les modalités de l'inspection (fréquence, nature et étendue des contrôles) en fonction des risques identifiés (probabilité de défaillance, conséquence des défaillances).

Enfin, l'exploitant précise que l'ensemble des tests sur les MMR seront réalisés avant la remise en service du réservoir.

Demande à formuler à l'exploitant à la suite du constat :

Avant la remise en service du réservoir TA 704, l'exploitant s'assure que l'ensemble des contrôles et réparations éventuelles ont été effectués, conformément à l'AM du 3/10/2010 et au DT94.

Il transmet à l'Inspection un justificatif conclusif sur l'aptitude au service, du réservoir TA 704, jusqu'à la prochaine inspection.

Type de suites proposées : Avec suites

Proposition de suites : Demande d'action corrective

Proposition de délais : 12 mois

N° 5 : Champ d'application démarche PMII - AM du 4/10/2010

Référence réglementaire : Arrêté Ministériel du 04/10/2010, article 1

Thème(s) : Actions nationales 2025, Champ d'application

Prescription contrôlée :

Sauf mention contraire dans les articles concernés, le présent arrêté est applicable à l'ensemble des installations classées soumises à autorisation.

Constats :

L'établissement est soumis à autorisation pour au moins 1 rubrique ICPE. L'AM du 04/10/10 s'applique à tout le site.

Type de suites proposées : Sans suite

N° 6 : Recensement des réservoirs soumis au PMII - AM du 4/10/2010

Référence réglementaire : Arrêté Ministériel du 04/10/2010, article 4-1

Thème(s) : Actions nationales 2025, Réservoirs - recensement 04/10

Prescription contrôlée :

Les dispositions du présent article sont applicables aux réservoirs aériens cylindriques verticaux d'une quantité stockée :

- supérieure à 10 m³ pour les substances, préparations ou mélanges auxquels sont attribuées les phrases de risques R. 50 ou R. 50/53 ou les mentions de danger H400 ou H410 ; ou

- supérieure à 100 m³ pour les substances, préparations ou mélanges auxquels sont attribuées les phrases de risques R. 51 ou R. 51/53 ou les mentions de danger H411 ; ou
- supérieure à 100 m³ pour les substances, préparations ou mélanges auxquels sont attribuées les phrases de risques R. 25, R. 28, R. 40, R. 45, R. 46, R. 60, R. 61, R. 62, R. 63, R. 68 ou les mentions de dangers H301, H300, H351, H350, H340, H341, H360 F, H360D, H361f, H361d, H360 FD, H361fd, H360 Fd ou H360Df.

Sont exclus du champ d'application de cet article :

- les réservoirs faisant l'objet d'inspections hors exploitation détaillées en application du point 29-4 de l'article 29 de l'arrêté du 3 octobre 2010 susvisé, et
- les réservoirs pour lesquels une défaillance liée au vieillissement n'est pas susceptible de générer un risque environnemental important lorsque l'estimation de l'importance de ce risque environnemental est réalisée selon une méthodologie issue d'un guide professionnel reconnu par le ministre chargé de l'environnement.

Constats :

Les réservoirs présents sur le site, et soumis au PM2I, font l'objet d'inspections hors exploitation détaillées en application du point 29-4 de l'article 29 de l'arrêté du 3 octobre 2010 ainsi, ils ne sont pas soumis à l'article 4.1 de l'AM du 4/10/2010.

Type de suites proposées : Sans suite

N° 7 : Recensement des tuyauteries et capacités soumises au PMII

Référence réglementaire : Arrêté Ministériel du 04/10/2010, article 5

Thème(s) : Actions nationales 2025, Tuyauteries - recensement 04/10

Prescription contrôlée :

Les dispositions du présent article sont applicables :

1. Aux capacités et aux tuyauteries pour lesquels une défaillance liée au vieillissement est susceptible d'être à l'origine, par perte de confinement, d'un accident d'une gravité importante au sens de l'arrêté du 29 septembre 2005 susvisé, et
2. Aux capacités d'un volume supérieur à 10 m³ contenant des substances, préparations ou mélanges auxquels sont attribuées les phrases de risques R. 50, R. 50/53 ou les mentions de danger H400, H410 ; ou
3. Aux capacités d'un volume supérieur à 100 m³ contenant des substances, préparations ou mélanges auxquels sont attribuées les phrases de risques R. 25, R. 28, R. 40, R. 45, R. 46, R. 51, R. 51/53, R. 60, R. 61, R. 62, R. 63, R. 68 ou les mentions de dangers H301, H300, H351, H350, H340, H341, H360 F, H360D, H361f, H361d, H360 FD, H361fd, H360 Fd, H360Df, ou H411 ; ou
4. Aux tuyauteries d'un diamètre nominal supérieur ou égal à DN 80 au sens des normes EN 805 et ISO 6708 : 1995 véhiculant des substances, des préparations ou mélanges auxquels sont attribuées les phrases de risques R. 50 ou R. 50/53 ou les mentions de danger H400 ou H410 ; ou
5. Aux tuyauteries d'un diamètre nominal supérieur ou égal à DN 100 au sens des normes EN 805 et ISO 6708 : 1995 véhiculant des substances, préparations ou mélanges auxquels sont attribuées les phrases de risques R. 25, R. 28, R. 40, R. 45, R. 46, R. 51, R. 51/53, R. 60, R. 61, R. 62, R. 63, R. 68 ou les mentions de danger H301, H300, H351, H350, H340, H341, H360 F, H360D, H361f, H361d, H360 FD, H361fd, H360 Fd, H360Df, ou H411,

sauf si, dans le cas des équipements visés aux points 2 à 5, une perte de confinement liée au vieillissement n'est pas susceptible de générer un risque environnemental important. L'estimation de l'importance de ce risque environnemental est réalisée selon une méthodologie issue d'un guide professionnel reconnu par le ministre chargé de l'environnement.

Sont exclus du champ d'application de cet article :

- les canalisations visées par le chapitre V du titre V du livre V du code de l'environnement ; et
- les réservoirs de stockage visés par l'arrêté du 3 octobre 2010 susvisé et par les articles 3 et 4 du présent arrêté ; et
- les tuyauteries et capacités visées par l'arrêté du 15 mars 2000 susvisé (...)

Constats :

Comme indiqué précédemment, l'exploitant a transmis deux recensements PM2I:

- le 15/09/2025 : la "liste des équipements suivis au titre du PM2I à ce jour avec les modifications réalisées à date";
- le 30/10/2025 : la liste des équipements PM2I qui seront soumis au PM2I lorsque l'ensemble des modifications décrites dans le PAC de mai 2025 seront mises en œuvre.

Il apparaît que plusieurs tuyauteries du site sont soumises au PM2I. Les tuyauteries soumises au PM2I sont celles qui relèvent du périmètre ICPE (cf. batteries limites ICPE versus Mines).

Le 16 mars 2023, le percement d'une tuyauterie PM2I (dénommée 6" DS203 - TA701) située en amont du bac TA 701 a été détectée par l'exploitant. Cet incident a fait l'objet d'un rapport. Il convient de noter que le rapport d'incident n'a pas fait l'objet d'un examen dans le cadre de la présente inspection. Toutefois, les échanges ont amené l'Inspection à demander si l'ensemble des actions correctives et curatives prévues avaient été mises en œuvre. L'exploitant a confirmé que c'était le cas.

Demande à formuler à l'exploitant à la suite du constat :

Sous 3 mois:

Dans son recensement, l'exploitant précise à quel article de l'AM du 4/10/2010 les tuyauteries sont soumises (5.1, 5.4 ou 5.5).

Type de suites proposées : Sans suite

N° 8 : Recensement des ouvrages soumis au PMII

Référence réglementaire : Arrêté Ministériel du 04/10/2010, article 6

Thème(s) : Actions nationales 2025, Massif cuvette caniveau – recensement 04/10

Prescription contrôlée :

Les dispositions du présent article sont applicables aux ouvrages suivants :

- les massifs des réservoirs visés aux articles 3 et 4 du présent arrêté ainsi que les massifs des réservoirs visés par l'arrêté du 3 octobre 2010 susvisé d'une capacité équivalente supérieure à 10 m³ ; et
- les cuvettes de rétention mises en place pour prévenir les accidents et les pollutions

<p>accidentelles susceptibles d'être générés par les équipements visés aux articles 3 et 4 du présent arrêté ainsi que les réservoirs visés par l'arrêté du 3 octobre 2010 susvisé d'une capacité équivalente supérieure à 10 m³ ; et</p> <ul style="list-style-type: none"> - les structures supportant les tuyauteries inter-unités visées à l'article 5 du présent arrêté ; et - les caniveaux en béton et les fosses humides d'unités de fabrication véhiculant lors du fonctionnement normal de l'installation des produits agressifs pour l'ouvrage et pour lesquels la dégradation de l'ouvrage serait susceptible de générer un accident de gravité importante. (...)
<p>Constats :</p> <p>L'exploitant a intégré la cuvette de rétention béton du poste de chargement camion (PCC) dans son recensement PM2I, alors qu'elle ne rentre pas dans le champs d'application du présent article.</p>
<p>Type de suites proposées : Sans suite</p>

N° 9 : Remise de la notice de réexamen de l'étude de dangers

<p>Référence réglementaire : AP Complémentaire du 08/08/2019, article 3</p>
<p>Thème(s) : Risques accidentels, Réexamen de l'étude de dangers</p>
<p>Point de contrôle déjà contrôlé :</p> <ul style="list-style-type: none"> • lors de la visite d'inspection du 28/11/2023 • type de suites qui avaient été actées : Susceptible de suites
<p>Prescription contrôlée :</p> <p>Au plus tard le 30 juillet 2023, sans préjudice de l'article R. 515-98 du code de l'environnement, l'exploitant transmet au Préfet les conclusions du réexamen de l'étude de dangers, accompagnées si nécessaire de sa révision ou mise à jour.</p> <p>Il transmet, à l'inspection des installations classées, une version informatique et une copie papier de ces documents en deux exemplaires, accompagnés le cas échéant de l'échéancier de mise en œuvre des nouvelles mesures.</p> <p>Pour effectuer ce réexamen, l'exploitant peut s'appuyer sur les dispositions de l'avis de la Direction Générale de la Prévention des Risques du 8 février 2017 relatif au réexamen quinquennal des études de dangers des installations classées pour la protection de l'environnement de statut Seveso seuil haut (NOR : DEVP1631704V).</p> <p>[...]</p>
<p>Constats :</p> <p>L'exploitant a transmis un porter à connaissance en mai 2025 visant à déclarer les modifications des conditions d'exploitation du site, à savoir :</p> <ul style="list-style-type: none"> -Fin du premier semestre 2025 : Modification de la chaîne de séparation du site ; -Fin du premier semestre 2025 : Changement du mode d'expédition : arrêt de l'envoi d'huile par canalisation vers Claracq en 2025, et chargement par camion-citerne depuis le poste de chargement du dépôt de Vic Bilh ; -Fin du premier semestre 2026 : Modification du stockage de pétrole brut en 2027 : mise à l'arrêt

du TA701 et mise en service du TA704 pour stocker la production de pétrole brut.

En juin 2025, l'exploitant a transmis une étude de dangers (rapport n° 135779 / Version A - juin 2025) datée du 02/06/2025. Cette étude de dangers intègre les modifications listées ci-avant.

L'instruction du PAC et de l'EDD ont amené l'Inspection à formuler diverses demandes de compléments à l'exploitant. Le jour de la présente inspection, plusieurs sujets ont été évoqués:

1) Maîtrise de l'urbanisme:

-En 2019, une entreprise dénommée Fleur de Vie (FDV) s'est implantée sur une parcelle voisine à Vermilion. Cette parcelle peut être impactée par des effets létaux significatifs en cas d'accident chez Vermilion. Or,

-Il n'existe pas de POI commun entre l'entreprise FDV et Vermilion.

-L'Inspection remet en question la cotation en gravité estimée dans l'étude de dangers transmise en juin 2025 considérant que le nombre total de salariés doit être pris en compte à partir du moment où les effets touchent la parcelle (et non pas uniquement si les effets touchent le bâtiment).

--> La cotation en gravité à un impact sur la matrice d'acceptabilité des risques qui, selon l'Inspection, n'est pas acceptable en l'état.

-Le jour de l'inspection, l'exploitant nous a informé que l'entreprise FDV avait déposé le bilan depuis 2 ans et qu'elle était à la recherche d'un repreneur. Il n'y a actuellement pas de présence humaine sur cette parcelle.

--> Si une reprise d'activité devait avoir lieu, l'exploitant informe l'administration et met en place toutes les mesures nécessaires pour que les personnes concernées ne soient pas impactées en cas d'accident (mise en oeuvre d'un POI commun, mise en place de mesures de maîtrise des risques, etc...).

2) Modélisation des phénomènes dangereux:

-L'EDD de juin 2025 mélange les phénomènes dangereux associés à la situation actuelle et les phénomènes dangereux de la situation future (bac TA 704 en huile).

-Aussi certains phénomènes dangereux modélisés ne sont pas représentatifs de la situation future (ex: ligne souterraine qui finalement sera aérienne, bac TA 705 qui ne sera jamais en huile, etc...)

--> Maintenant que l'exploitant a une idée bien claire de la situation projetée, il convient de modifier l'EDD pour que les phénomènes dangereux identifiés et modélisés (situation 2027) soient représentatifs.

-L'exploitant distinguera la situation actuelle de la situation future (2027).

-Pour chacune des deux situations, il transmettra une carte des zones d'effets agrégée (ensemble des phénomènes dangereux représentés sur une même carte avec échelle).

Ces informations permettront à l'Inspection de prendre, le cas échéant, des dispositions concernant la maîtrise de l'urbanisation.

Demande à formuler à l'exploitant à la suite du constat :

Sous 3 mois, l'exploitant prend en compte les remarques de l'Inspection et modifie/complète l'EDD transmise en juin 2025.

L'exploitant est vigilant sur une éventuelle reprise d'activité de l'entreprise FDV et prend en

compte - dans les plus brefs délais - les remarques formulées par l'Inspection, si tel était le cas.

Type de suites proposées : Avec suites

Proposition de suites : Demande d'action corrective

Proposition de délais : 3 mois